



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

CERCLE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Enseignement public - 7 novembre 2003

**Pour enrayer l'entreprise gouvernementale de casse de l'enseignement public et des statuts
C'est la responsabilité des dirigeants syndicaux de l'enseignement, à commencer par la FSU,
d'appeler au:**

**Boycott du "débat national" du gouvernement Chirac-Raffarin
De se prononcer et combattre pour le:
Retrait du projet de loi de décentralisation**

Le 4 novembre, la "commission Thélot" installée par le gouvernement (que le PS boycotte) a rendu publiques les 22 questions servant de support à un "débat national". Pas moins de 15 000 réunions devraient se

tenir localement de novembre à janvier. Il devrait, selon le gouvernement, servir à élaborer un projet de "loi d'orientation" pour 2004. Mais les "orientations" du gouvernement UMP sont bien connues.

Sans attendre, Chirac-Raffarin-Ferry poursuivent: "décentralisation", projet de "réforme" du ministère, suppression de postes

La majorité UMP à l'Assemblée s'apprête à entériner un budget qui supprime des milliers de postes, et baisse une nouvelle fois le salaire réel des fonctionnaires.

Dans le même temps la majorité UMP au Sénat a commencé l'examen du projet de loi de décentralisation, de transfert de compétences qui expulse 90 000 agents de service de l'Education nationale pour les faire passer sous la coupe des Régions, projet de loi qui fait des collectivités locales les maîtres d'œuvre de la carte scolaire et de celle des formations!

Ce n'est pas tout. Le 27 octobre, le gouvernement présentait aux organisations syndicales un projet de loi portant "réforme" de l'organisation du ministère. Ce projet vise, en développant la "contractualisation" à tous

les niveaux, et déconcentrant la gestion des corps, à compléter l'éclatement du cadre national de l'enseignement en généralisant la concurrence pour les moyens, jusqu'au recours à la sous-traitance.

De son côté, Darcos a annoncé le 4 novembre la généralisation de la mise en réseau des écoles sous un statut les plaçant sous la coupe des collectivités locales. Avec le projet de loi de décentralisation, le développement de l'apprentissage patronal au collège, le futur projet de loi sur l'autonomie des universités, se dessine l'enseignement dont rêvent les capitalistes français: une école mise en pièces, sous le contrôle réel des chambres locales de commerce et d'industrie.

Un "débat national" pour lier les mains des enseignants

On connaît donc la politique que le tohu-bohu des milliers de réunions de ce "débat national" sert à couvrir. Pourquoi une telle initiative? Ce "grand débat national" sur l'éducation n'a qu'un seul objectif: aider le gouvernement à mener sa politique, lier les mains des enseignants et les y soumettre en présentant la "loi d'orientation" comme l'expression de la "volonté de la nation". Et pour cela, le gouvernement n'a qu'une seule voie: y associer les organisations syndicales.

Si l'exemple des retraites n'avait pas suffi à comprendre que la concertation avec les directions syndicales est un tapis rouge déroulé devant le gouvernement, il n'y a qu'à lire les 22 questions pour y trouver - à peine

masqués - quelques objectifs de longue date de la classe capitaliste: *"donner davantage d'autonomie aux établissements", redéfinir les métiers de l'École "utiliser au mieux les moyens" "répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales" "impliquer davantage le monde du travail"*. Comme si cela ne suffisait pas, Ferry a annoncé une attaque frontale contre le statut des enseignants vers la polyvalence et la flexibilité, de sorte que *"un professeur d'allemand puisse enseigner le français"*. Et comment ne pas mentionner que le gouvernement a ouvert le "chantier" du "salaire au mérite" contre la grille indiciaire des salaires?

Le rôle des organisations syndicales n'est pas de "débatte" de la destruction de l'enseignement public avec le gouvernement Chirac-Raffarin, mais de le combattre

Le 27 octobre, toutes les organisations syndicales (FSU, CGT, FO, SE-UNSA, ...) ont quitté la réunion du CTPM où le projet de "réforme" du ministère était présenté, refusant, selon la direction FSU, de cautionner

une *"parodie de consultation"* et dénonçant le fait qu'avec ce projet, *"le gouvernement anticipe largement les conclusions du débat national sur l'école"*.

Cependant, dans un communiqué commun du 23 octobre, cinq fédérations (FSU CGT UNSA CFDT FAEN) appellent les personnels à participer au "débat national":

"Il importe donc que les personnels se saisissent de toutes les occasions de débat pour exprimer les besoins, leurs revendications et leurs propositions afin de contribuer à la démocratisation et à la transformation du système éducatif. (23 octobre)

Comment accepter que les dirigeants du SNES – FSU aient fait paraître toute une brochure qui s'inscrit ouvertement dans le cadre du "débat national", brochure dans laquelle on cherchera vainement une condamnation de la politique du gouvernement? Dirigeants de la FSU, du SE-UNSA, ... revendiquent un "vrai débat".

C'est en réalité livrer les enseignants en pâture au "débat national" gouvernemental avec au bout de profonds reculs en perspective pour tous les personnels.

N'est-ce pas la même position qu'adoptent les dirigeants syndicaux sur la question du voile à l'école? Les enseignants sont livrés à eux-mêmes, établissement par établissement. Alors le devoir des syndicats enseignants est de se prononcer en défense de la laïcité: "**ni voile ni croix ni kippa, ni aumôneries**", "pas de religion à l'école", soutien inconditionnel aux enseignants qui refusent le port du voile... et contre tout projet de loi qui mettrait dans le même sac le prosélytisme religieux et le militantisme syndical ou politique.

Au moment où passe à l'Assemblée le projet de budget, à la veille du vote (prévu en janvier) de la loi de décentralisation, la responsabilité des organisations syndicales n'est pas d'organiser le "débat" avec les ennemis des enseignants, mais bel et bien le combat contre lui. Cela veut dire:

**refuser de participer et appeler au boycott du "grand débat national",
exiger le retrait pur et simple du projet de loi de décentralisation,
préparer pour cela la manifestation de tous les personnels à l'Assemblée nationale, au moment de sa discussion.**

Combattre, s'organiser, pour que les enseignants puissent imposer une telle politique aux directions syndicales comme ils ont cherché en masse à le faire au printemps 2003, c'est tirer les leçons de la défaite subie sur les retraites.

* * *

Comme tous les travailleurs, les personnels de l'enseignement public sont confrontés à un gouvernement qui, appuyé sur le passage de la loi Fillon, a engagé des contre-réformes d'une ampleur "historique", comme ne cessent de le répéter les Chirac, Raffarin et autres Fillon. La destruction des garanties collectives au niveau des branches professionnelles (projet de loi sur le "dialogue social"), la casse de l'assurance-maladie ("réforme" de la sécurité sociale déjà engagée depuis septembre), la privatisation d'EDF GDF, de la Poste, voilà des éléments clé de son programme de travail pour l'année 2003-2004. Aussi, il n'est de tâche plus urgente que de combattre pour mettre le gouvernement hors d'état de nuire.

Pour cela doit se constituer un front uni des organisations ouvrières, syndicats (CGT, FO, FSU) et partis (PS PCF) contre lui. La lutte de classe du prolétariat et de la jeunesse, nourrie par ce débouché, pourrait porter au pouvoir un gouvernement issu de ce front uni. Pour satisfaire les exigences les plus pressantes (abrogation des mesures Fillon-Balladur, la lutte pour le droit au travail, la garantie du pouvoir d'achat) il aurait à rompre avec les exigences des capitalistes, les combattre.

C'est sur cet objectif que combat le Cercle pour la construction du parti Ouvrier Révolutionnaire.

Dernière minute: le gouvernement veut instaurer le travail gratuit

Le 6 novembre, Raffarin a annoncé son « plan dépendance »: le lundi de la pentecôte serait travaillé gratuitement. La taxe récoltée serait affectée à une nouvelle caisse, gérée de manière décentralisée, nouvel élément dans la casse de ce qui reste de la Sécurité sociale.

Le montant ainsi extorqué avec cette journée du travail gratuit pour « la dépendance » est de l'ordre de ce qui a été ristourné en impôts sur le revenu: les ouvriers, les employés, les travailleurs et leurs familles paieront pour les grands patrons, les professions libérales, les hauts cadres de l'industrie. Ce montant ne représente de plus qu'une fraction des milliards d'euros de dettes accumulées de l'Etat et du patronat envers les caisses de la sécurité

sociale, dettes qui avec le chômage sont responsables du déficit de l'assurance-maladie. Alors que le chômage grimpe en flèche, que les licenciements et suppressions de postes pleuvent, le gouvernement et sa majorité UMP veulent ainsi voler un jour de travail, sans aucune rémunération, à tous les travailleurs.

Il a annoncé dans cette perspective des mesures législatives pour 2004, et des négociations sur ces mesures comme dans chaque branche.

Alors, la responsabilité des dirigeants CGT, FO, FSU; du PS et du PCF, c'est d'exiger solennellement le retrait de ce "plan dépendance", de refuser de participer à toute négociation sur ce plan, et de combattre pour son retrait.